

No. 7.

**ROYAUME-UNI DE GRANDE-
BRETAGNE ET D'IRLANDE
ET SUISSE.**

**Extension du Traité d'Extradition
du 26 novembre 1880, entre la
Suisse et la Grande-Bretagne aux
États Malaisiens de Perak, Sengalor,
Negri Sembilan and Pahang,
24 decembre 1918, et 2 juillet
1920.**

**SWITZERLAND AND THE
UNITED KINGDOM.**

**Extension of the Extradition Treaty
of 26th November, 1880, between
Switzerland and Great Britain to
the Federated Malay States of
Perak, Selangor, Negri Sembilan
and Pahang, December 24, 1918,
and July 2nd, 1920.**

No. 7.—EXTENSION DU TRAITÉ D'EXTRADITION DU 26 NOVEMBRE 1880, ENTRE LA SUISSE ET LA GRANDE-BRETAGNE AUX ÉTATS MALAISIEUX DE PERAK, SENGALOR, NEGRI SEMBILAN ET PAHANG.

No. 7.—EXTENSION OF THE EXTRADITION TREATY OF 26 NOVEMBER, 1880, BETWEEN SWITZERLAND AND GREAT BRITAIN, TO THE FEDERATED MALAY STATES OF PERAK, SELANGOR, NEGRI SEMBILAN AND PAHANG.

Textes officiels anglais et français communiqués par la Chancellerie Fédérale aux effets de l'enregistrement le 12 août 1920. L'enregistrement de cet engagement a eu lieu le 12 août 1920.

Forwarded by the Federal Chancery on August 12, 1920, for registration. The registration of the engagement took place on August 12, 1920.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

BERNE,
24th December, 1918.

BERNE,
le 24 décembre 1918.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Under instructions from my Government I have the honour to inform Your Excellency that the Rulers and Chiefs of the Federated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang, under the protection of His Britannic Majesty, have expressed to His Majesty's Government their desire that certain extradition treaties between the United Kingdom and foreign countries should be extended so as to apply to the mutual surrender, as between the Federated Malay States and these countries, of persons accused or convicted of crime.

It would be understood that such stipulations as exist in those Treaties as regards the surrender of nationals would apply equally to natives of the Federated Malay States as to British subjects.

I have the honour to request that Your Excellency will be good enough to inform me whether the Swiss Government is willing to

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Conformément aux instructions de mon Gouvernement, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que les Souverains et Chefs des États Confédérés malais de Péraak, Sengalor, Negri Sembilan et Pahang, actuellement sous protectorat de Sa Majesté Britannique, ont exprimé au Gouvernement de Sa Majesté leur désir de voir étendre certains traités d'extradition conclus entre le Royaume-Uni et les Pays étrangers, pour qu'ils puissent s'appliquer à l'extradition mutuelle des individus accusés ou convaincus de crime comme entre les États malais confédérés et ces États étrangers.

On conviendrait que les clauses actuelles de ces Traités applicables à l'extradition des divers ressortissants, s'appliqueraient également aux indigènes des États malais confédérés et aux sujets britanniques.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me faire savoir si le Gouvernement suisse est disposé à conclure un accord avec

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

* Translated by the Secretariat of the League Nations.

enter into an arrangement accordingly with His Britannic Majesty's Government by virtue of which fugitive offenders from Switzerland to the Federated Malay States, or from the Federated Malay States to Switzerland, shall be reciprocally surrendered for offences specified in the existing Treaties between Switzerland and Great Britain.

Should Your Excellency's Government agree to this arrangement I shall be glad to receive from you an assurance that this note will be considered by the Swiss Government as a sufficient confirmation thereof on the part of His Britannic Majesty's Government.

In this event it would be understood that requisitions for extradition from or to the Federated Malay States shall be made in accordance with the provisions of the existing Treaties as if the said British-protected States were foreign possessions of His Britannic Majesty.

It should be added that for the purpose of the arrangement the Governor of the Straits Settlements, in his capacity as High Commissioner of the Malay States, would be regarded as "the Governor or Supreme Authority" referred to in Article 18 of the existing Treaty of 26th November, 1880.*

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(For the Minister)

(Signed) ACTON.

HIS EXCELLENCY

MONSIEUR F. CALONDER,
ETC., ETC., ETC.

Pour copie conforme :

Berne, le 14 juillet 1920.

Le Vice-Chancelier de la Confédération.

(Signé) KAESLIN.

Gouvernement de Sa Majesté Britannique, en vertu duquel les délinquants et criminels qui s'enfuient de Suisse pour se rendre aux États malais confédérés, ou ceux qui s'enfuient des États malais confédérés pour se rendre en Suisse, feraient l'objet d'échanges réciproques, dans tous les cas de délits et crimes spécifiés dans les Traités en vigueur entre la Suisse et la Grande-Bretagne.

Au cas où le Gouvernement de Votre Excellence accepterait de conclure un tel accord, je vous serais reconnaissant de vouloir bien me donner l'assurance que la présente note sera prise en considération par le Gouvernement suisse, sans qu'il soit nécessaire pour le Gouvernement de Sa Majesté de la confirmer.

On conviendrait dans ce cas que toutes requêtes adressées aux fins d'extradition aux États Confédérés malais, ou par ces États, le seraient conformément aux stipulations des traités actuellement en vigueur, tout comme si lesdits États du Protectorat Britannique étaient des possessions étrangères de Sa Majesté Britannique.

Il y aurait lieu d'ajouter, en vue de cet accord, que le Gouverneur des "Straits Settlements" serait en sa qualité de Haut-Commissaire des États malais, considéré comme "le Gouverneur ou autorité suprême," dont il est fait mention à l'article 18 du Traité du 26 novembre 1880 actuellement en vigueur.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma plus haute considération.

Pour le Ministre,

(Signé) ACTON.

A SON EXCELLENCE

MONSIEUR F. CALONDER,
ETC., ETC., ETC.

* De Martens, *Nouveau Recueil Général des traités*, deuxième série, Tome VIII, p. 673.

* British and Foreign State Papers, Vol. 71, p. 54.

*TRADUCTION—TRANSLATION.

BERNE,

le 2 juillet 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Agissant au nom du Conseil fédéral suisse, le département politique fédéral a l'honneur d'informer la Légation de Grande-Bretagne, en réponse à la note du 24 décembre 1918, No. 12/361, que, disposé à déférer au désir exprimé par les États malaisiens confédérés de Perak, de Sengalor, de Negri Sembilan et de Pahang, le Conseil fédéral consent à ce que le traité d'extradition entre la Suisse et la Grande-Bretagne, du 26 novembre 1880, soit étendu aux territoires de ces quatre États confédérés de Malaisie et appliqué comme si ces États soumis au protectorat anglais étaient des possessions étrangères de S.M. britannique.

Il est entendu que l'extradition réciproque devra avoir lieu pour tous les délits prévus dans le traité d'extradition précité entre la Suisse et la Grande-Bretagne et conformément aux prescriptions de ce traité. Les dispositions relatives à l'extradition des nationaux devront notamment trouver la même application aux ressortissants des États confédérés de Malaisie qu'aux sujets britanniques.

Il est pris acte de la communication faite par la Légation, à savoir que, en sa qualité de haut commissaire des États confédérés de Malaisie, le Gouverneur of the Straits Settlements doit être considéré au sens de l'article XVIII du traité comme gouverneur ou autorité suprême de ces États.

Le département politique croit pouvoir admettre que l'accord existe de part et d'autre en ce qui concerne la convention du 29 juin 1904, complétant l'article XVIII du traité d'extradition susmentionné (prolongation des délais prévus pour la demande d'extradition et pour la production des preuves), c'est-à-dire que cette convention devra aussi trouver ici son application.

Enfin le département politique est autorisé à déclarer que le Conseil fédéral considère la note de la légation du 24 décembre 1918 comme assentiment suffisant du Gouvernement de

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

BERNE,

2nd July, 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Acting in the name of the Swiss Federal Council, the Federal Political Department has the honour to inform the British Legation, in reply to the note of December 24th, 1918, No. 12/361, that the Federal Council is willing to agree to the desire expressed by the Confederated Malay States of Perak, Selangor, Negri Sembilan and Pahang, and consents to the treaty of extradition between Switzerland and Great Britain of November 26th, 1880, being extended to the territories of these four Confederated States of the Malay Peninsula and being applied as if these States, which are under a British protectorate, were foreign possessions of His Britannic Majesty.

It is understood that reciprocal extradition is to take place for all offences provided for in the aforesaid treaty of extradition between Switzerland and Great Britain and according to the prescriptions of that treaty. The provision regarding the extradition of nationals shall in particular apply in the same way to the nationals of the Confederated Malay States as to British subjects.

Note has been taken of the communication made by the Legation that the Governor of the Straits Settlements in his capacity as High Commissioner of the Confederated Malay States is to be considered as Governor or supreme authority of these States within the meaning of Article XVIII of the Treaty.

The Political Department believes itself in a position to state that the two parties are in agreement regarding the Convention of June 29th, 1904, which completes Article XVII of the treaty of extradition by providing for an extension of the time-limit within which the demand for extradition is to be made and proof are to be furnished; in other words, that this convention also is to be applied here.

Finally, the Political Department is authorised to state that the Federal Council holds that the note of the Legation of 24th December, 1918 is a sufficient expression of assent on the part of

* Translated by the Secretariat of the League of Nations.

S.M. à l'arrangement proposé. De son côté, le Conseil fédéral admet que la présente communication du département politique sera également acceptée par le Gouvernement de S.M. britannique comme adhésion liant la Suisse, de sorte que l'arrangement peut être considéré comme entré en vigueur à partir de ce jour.

Le département politique fédéral prie la Légation de vouloir bien accuser réception de la présente note et Lui renouvelle les assurances de sa haute considération.

A la Legation de Grande-Bretagne à Berne.

Pour copie conforme :

Berne, le 14 juillet 1920.

Le Vice-Chancelier de la Confédération,

(Signé) KAESLIN.

His Majesty's Government to the proposed arrangement. In its turn the Federal Council admits that the present communication of the Political Department be in like manner accepted by the Government of His Britannic Majesty as an expression of adhesion binding Switzerland, so that the arrangement can be considered as having come into force from to-day.

The Federal Political Department requests the Legation to be so good as to acknowledge the receipt of the present note.

The British Legation in Berne.

